

# la guerre des classes

LES AMIS DE L'EGALITE  
BP 30934 41009 Blois cedex

bulletin n° 11 été 2008  
[www.lesamisdelegalite.org](http://www.lesamisdelegalite.org)

## MÉDIATION, QUAND TU NOUS TIENS !

Médias et médiations, tout n'est que médiations et communications, c'est du moins ce que tous veulent nous faire croire.

Le gouvernement des riches pour les riches veut nous faire croire qu'il n'a que le bonheur des pauvres en tête: il est là dans son rôle d'escroc. Et selon les synonymes du dictionnaire, ce sont des aigrefins, des filous, des fripons, des larrons, des voleurs.

Voleurs, le mot est lâché : nous sommes 'gouvernés' par des voleurs, des profiteurs et des avocats d'affaires au service de leur client, le MEDEF.

Que la gauche de la droite aspire à remplacer la droite, pour revenir aux affaires comme ils disent, ne fait aucun doute. En ce moment le PS et ses satellites cherchent la meilleure médiation possible pour exister et aller à la mangeoire de la République.

Que la gauche de la gauche de la gauche, ce que certains appellent l'extrême gauche, mette ses petits pieds dans des souliers 'neufs' pour aller s'asseoir à la table des grands, n'a rien de surprenant.

De NPA (Nouveau Parti Anti-capitaliste) en POI (Parti Ouvrier Indépendant), tous conservent les mêmes vieilles recettes de la construction verticale d'un petit appareil structuré sur les bases d'une cooptation verticale depuis plus de 80 ans...

Le capitalisme et la bourgeoisie peuvent continuer leur sale travail tranquillement. Il n'y a aucune raison de voir ce qui a échoué depuis 80 ans se transformer, par la grâce d'un Drucker ou d'une poignée de maires, en une totale remise en cause de la société.

Nous sommes dans la médiation, dans la communication, dans l'acceptation de la démocratie parlementaire bourgeoise, dans la défense de l'État-providence et dans la nostalgie d'un grand parti d'avant-garde qui ne peut se concevoir sans son lot de permanents et son appareil bureaucratique, produit direct d'une verticalité où les ordres viennent d'en haut, et l'argent d'en bas !

Oui, mais ça branle dans la manche...

Nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que la question essentielle ne se réduit pas à un simple partage du gâteau productiviste. Et ce n'est pas parce que nous n'avons pas la recette 'clés en mains' du

gâteau idéal, que nous n'avons pas le devoir de dire que celui-ci n'est pas mangeable !

Nous ne sommes pas pour un gâteau plus gros, pour plus de croissance, plus de gaspillage, plus de consommation, plus de nucléaire, plus d'OGM, plus de travail...

Nous ne voulons pas remplacer le capitalisme libéral par un capitalisme d'État (providence ou pas) ou par une planification bureaucratique passant par un appareil vertical...

Nous donnons la priorité à tout ce qui est horizontal, que ce soit la lutte contre la répression des manifestants et des opposants au régime, la lutte pour le droit de vivre avec des papiers là où l'on est, la lutte contre les médias qui mentent, la lutte contre le nucléaire, contre l'industrie de l'armement, la production de produits chimiques responsables de catastrophes sanitaires...

Nous donnons la priorité au qualitatif sur le quantitatif, car bouffer de la merde c'est dur, mais vouloir en bouffer encore plus, c'est de la folie !

Nous sommes conscients que tout ce qui ne détruit pas le système capitaliste le renforce. Aucune illusion sur tout ce qui est présenté par les médias comme durable, équitable, recyclable,... que ce soit du commerce, du développement, de la croissance, des déchets,...

Aucune illusion non plus sur le jeu électoral bourgeois: ' Si les élections devaient changer la vie, cela ferait longtemps qu'elles seraient interdites ' !

Notre approche de la démocratie politique reste :

- un homme/une voix.
- pas de professionnel de la chose politique.
- pas de rétribution des élus supérieure au salaire moyen national.
- élections à la proportionnelle intégrale sur la base d'un mandat non renouvelable par élu.
- révocabilité de tous les élus sur le premier non respect d'un engagement de leur mandat.
- pas de médiation permanente qui ne soit soumise à cette règle de fonctionnement.

Après, nous pourrions discuter de tout. Enfin, presque...

## ESCROCS ET VOLEURS, SUITE MAIS PAS FIN...

On l'a déjà dit, l'économie capitaliste n'est pas une économie de casino. C'est une entreprise de pillage et de destruction des hommes et des ressources dans la course à la croissance des profits.

Quelques chiffres sur l'ASSURANCE MALADIE. Pour combler le déficit de la Sécu, les experts et les gouvernants, relayés comme toujours par leurs journalistes indépendants, ont trouvé que le mieux est encore de ne pas être malade, de nous faire payer, de franchiser et de dérembourser. Voyons ce qui arrive au prétexte que le prétendu 'trou de la Sécu' serait de 11 milliards d'€ :

- Sur chaque consultation médicale, versement d'1 € (pour l'instant).
- Renforcement du flicage contre les malades et les médecins lors des arrêts maladie.
- Consultation obligatoire d'un généraliste avant de voir un spécialiste.
- Pour tout traitement de plus de 91 €, nous en sommes de 18 € de notre poche.
- 50 centimes de franchise par boîte de médicament.
- Sur chaque transport, 2 € (pour l'instant).

Tout le monde sait que c'est l'idéologie politique de la privatisation, autrement dit l'appropriation individuelle des biens collectifs, qui est mise en œuvre. Et pourtant, tout le monde parle du 'trou'.

S'il y a un 'trou', c'est qu'il manque des recettes. Là, personne n'en parle. Les données chiffrées, issues du rapport des comptes de la Sécu, sont pourtant facile-

ment accessibles :

- Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée : 7,8 milliards d'€
- Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu n'est pas reversée : 3,5 milliards d'€
- Une partie des primes d'assurances automobiles destinée à la Sécu n'est pas reversée : 1,6 milliards d'€
- La taxe sur les industries polluantes destinée à la Sécu n'est pas reversée : 1,2 milliards d'€
- La part de TVA destinée à la Sécu n'est pas reversée : 2 milliards d'€
- Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés - 2,1 milliards d'€
- Retard de paiement par les entreprises - 1,9 milliards d'€

En faisant une simple addition, on arrive à 20 milliards d'€ de recettes escamotés. Les 11 milliards du prétendu trou sont, en fait, 9 milliards d'€ d'excédent.

Vous avez lu quelque part ce que les 'journalistes indépendants' auraient pu écrire à ce sujet ? Non. Vous avez entendu les autres 'prétendants à la gouvernance du pays' s'en offusquer ? Silence dans les rangs.

Bachelot dit qu'il ne serait pas moral de laisser le régime de sécurité sociale en déficit, de faire payer nos enfants et petits enfants.

Nous, on demande :

- Où sont passés les 20 milliards d'€ ?
- Qu'ont fait les experts responsables de la Sécu et 'nos' gouvernants de tout notre pognon ?

## NUCLÉAIRE, SECRET D'ETAT !

- la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la RADioactivité) a mis en évidence à plusieurs reprises des niveaux d'irradiation anormalement élevés en limite du site nucléaire du Tricastin, et la fuite d'une solution contenant de l'uranium, déversée dans les rivières, chez Socatri-Areva.

- rejets répétés de matières radioactives à l'extérieur du site Comurhex-Areva, dans l'Aude.

- nouvelle fuite dans la Drôme, à Romans, dans une station de traitement, filiale franco-belge du groupe Areva.

- Plus de 770 tonnes de déchets radioactifs ont été enfouis à même le sol, près du site, depuis plus de trente ans, sous la responsabilité de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et des ministères successifs inféodés au complexe militaro-industriel et au lobby de l'atome, dans la plus totale opacité.

- au Niger, graves contaminations du fait d'une exploitation hors de toute norme de sécurité des mines d'uranium par Areva.



**Mai 2008...**  
**Un printemps des patrons,**  
**un mois pourri, mais...**  
**joyeux anniversaire**  
**quand même !**

Y pas à dire, le printemps 2008 est celui du MEDEF. Les mesures contre nous tombent plus drues que la pluie, 41 annuités de cotisation, déremboursements, destruction du code du travail, suppressions massives de postes dans la fonction publique, chasse aux travailleurs sans papiers, hausse de tout ce qui est vital... La seule embellie est le NON irlandais.

Y a pas que le MEDEF qui biche. Les médias sont à la fête. Ils vendent du papier, de la photo, du film, de la soirée spéciale... du souvenir. Mai 68 par-ci, Mai 68 par-là...

Tous les flamboyants sont là. Jeunes, ils pontifiaient sur la révolution, sur la Chine du grand timonier, sur les travailleurs. Quarante ans plus tard, ils pontifient sur la poussée hormonale, la grande troussée, la libération de la quéquette et des médias... et blablabla... et blablabla... trois petits tours et puis... Cohn-Bendit et Maurice Grimeau peuvent se congratuler. Ouf !!! On s'est bien amusé et on n'a rien fait de grave puisque le système capitaliste est toujours là, on l'a même libéré.

Y pas à dire, c'était beau la jeunesse en 1968. Elle avait des idéaux... Ce n'était qu'un début, poursuivons... quoi ? Pour eux, ce fut la lutte des places. Alors, 40 ans plus tard, quand on a le cul si large que les bouffissures débordent des fauteuils de l'Assemblée, des conseils d'administration, des platebandes des partis... on ne révolutionne plus, on commémore.

Y a pas à dire, selon les mêmes, elle serait nettement moins belle la jeunesse de 2008. Elle aurait peur de l'avenir... Elle n'aurait plus d'i-

déaux... Quand elle se révolte c'est contre le CPE-CNE, pour plus de profs, pour défendre des sans papiers hors-la-loi de la république, contre la guerre en Irak, pour des logements, pour libérer les camarades tabassés et embastillés par la maison poulardin... pour ne plus bouffer de la merde chimic'OGM... Y a même des jeunes qui défilent pour les 37 annuités...

Quand elle brûle des voitures, c'est pas comme les grand anciens pour la gloire du prolétariat.



Mais n'est-ce que pour emmerder les pauvres ou pour éclairer les quartiers populaires ?

Pourtant quand on remet en mémoire faut pas oublier que mai 68 c'est tout de même la grande trouille des possédants. Pensez un peu, tous en grève en même temps, 10 millions de grévistes, occupation des usines, des facs, bastons quotidiennes contre les forces de l'ordre capitaliste... Pensez à la crainte infondée des chars russes sur les Champs Elysée, des chinois à Paris et... des katangais à la Sorbonne.

Mais rassurez-vous, possédants! Depuis ils ont pris de l'âge, du poids, des actions et du grade, nos flamboyants. Les chars russes se sont arrêtés à Prague, histoire de voir comment brûlait le tchèque. L'armée mexicaine a liquidé le contestataire sur la Place des Trois cultures, histoire de prouver que les Jeux olym-

piques, c'était pas politique. Les chinois défilent aujourd'hui avec une flamme dans les rues de Paris, sous haute protection policière, et le boucher libyen plante sa tente dans les jardins de la république.

En Allemagne certains des enfants de 68 se sont suicidés d'une balle dans la nuque. Certains, parmi les italiens, sont toujours pourchassés. D'autres, en France, sont restés embastillés jusqu'à la mort pour non-repentance. Mais rassurez-vous, possédants : les ancêtres du PS courraient déjà après le pouvoir avec la ferme intention de ne rien changer.

Le PCF écrivait sur ses affiches dès juin 68 : 'Le PCF contre les violences'. De tous les partis d'opposition au pouvoir gaulliste qu'il combat depuis 10 ans, le parti communiste français a été le seul, dès le début, à dénoncer publiquement les agissements, les provocations et les violences des groupes ultra-gauchistes, anarchistes, maoïstes, ou trotskistes, qui font le jeu de la réaction. 'Votez communiste. Adhérez'.

Les organisations d'extrême-gauche construisaient déjà des partis tout en s'excommuniant et en se crachant réciproquement à la gueule au nom de l'unité, de la révolution, du grand Karl, de l'urgence, de l'intérêt des travailleurs.

Les syndicats n'avaient déjà qu'une idée, négocier et que tout le monde reprenne le boulot et ferme son clapet.

Georges Ségui courrait à Billancourt arrêter le bordel. Depuis, c'est kif-kif : négocié, journée d'action unitaire, que tout le monde reprenne le boulot. Mais attention kaaaamara-des, si le gouvernement ne négocie pas, on va faire un malheur...

Rendez-vous à la prochaine journée d'action tous ensemble, et chacun son tour !

Pas de chambard !

## UNE EXPLOITATION ÉQUITABLE. ILS NOUS GONFLENT AVEC LEUR MORALE DE CURÉS !

Qui n'a pas rencontré, lors des rassemblements militants, l'un de ces puristes du commerce équitable, n'a pas rencontré la vraie vie !

L'oeil sur l'étiquette du t-shirt, il fait la moue avant de vous faire la morale : 'c'est pas un t-shirt équitable !'

Vous avez beau lui répondre que c'est un 'durable', un convivial au lavage et au portage, notre moraliste n'en démord pas.

Ce t-shirt n'a rien d'éthique ni d'équitable, il ne vient pas du commerce du même nom.

Quand vous demandez à cet expert sa définition d'un produit équitable et comment le reconnaître, à part lire l'étiquette qui est dessus, il ne sait quoi répondre.

Peut-il y avoir du coton produit par des enfants ou des adultes qui ne seraient pas exploités ?

Peut-il y avoir du tissu industriel qui n'ait pas absorbé une once de plus-value et de misère de ceux qui le fabriquent ?

Y a-t-il un négociant qui ne prenne pas en route son bénéficiaire ?

En un mot, peut-il y avoir une exploitation capitaliste équitable et éthique ? Comment peut-on être naïf au point de croire un instant que le micro-macrocrédit ne soit avant tout du crédit ?

Un maquereau de banquier est toujours à l'oeuvre dans cette histoire là !

Nos moralistes ont tellement besoin de croire à quelque chose qui les dédouane de la réalité où ils s'épanouissent qu'ils sont prêts à vous expliquer qu'il peut y avoir une exploitation éthique !

Nous savions déjà que l'exploitation était durable, renouvelable, recyclable, interminable. Maintenant, l'exploitation est éthique sous le label du commerce équitable : la preuve, c'est écrit sur l'étiquette !

Manque de chance, il va falloir trouver autre chose, car tout le monde fait dans l'équitable, de Leclerc à Carrefour, en passant par toutes les chaînes de télévision et les médias à la ramasse.

Et puis, ces moralistes peuvent-ils nous expliquer ce que serait un commerce qui ne se prétendrait pas éthique et équitable.

Non ! Ca ressemblerait trop à une escroquerie.

## PEUT-ÊTRE PAS SI LOUFOQUE QUE ÇA !

Depuis quelques mois, la volonté de l'État policier est claire. Aucune comparaison entre ce que nous vivons aujourd'hui et le régime de Pétain ne sera tolérée.

Celles et ceux qui oseront rapprocher les méthodes du régime policier à celles du régime de Vichy, publiquement ou pas, sont arrêtés, poursuivis et condamnés par la justice française.

Peut-on rapprocher cette politique de répression à la loi, examinée le 29 Avril par les Versaillais, qui restreint l'accès aux archives concernant Vichy justement, et celles de la guerre d'Algérie sans risquer de se retrouver au tribunal ?

- Déjà, la vindicte policière du quotidien n'avait que faire de nous rappeler aux plus mauvais souvenirs.

- Déjà, la loi de rétention de sûreté rappelait celle du même nom promulguée en 1933 par Hitler en Allemagne.

- Déjà, le vote du Traité de Lisbonne par les Versaillais enterrait la démocratie.

- Déjà, manifester dans la rue est un délit.

- Déjà, diffuser un tract peut être interdit.

Mais c'est très différent...

'Ne mélangeons ni les époques, ni les genres. Pas d'amalgames, s'il vous plaît. La volonté d'exclusion est identique, même si la répression ne conduit plus à Auschwitz - c'est heureux ! En 1942, c'était la chasse aux juifs étrangers; en 2007, notre police se contente de traquer des maghrébins, des noirs, des turcs, etc. C'est très différent, n'est-ce pas !'

*extrait d'un article de Maurice Rajsfus, paru dans le Monde Libertaire hors série n°32 en 2007*

Tous ces rappels sont-ils si loufoques que ça ?

OU L'ON FAIT DE LA PUB POUR VANTER NOS AMIS,  
VU QUE PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !

**LA BELLE ROUGE festival**, les 25, 26 et 27 Juillet 2008, la compagnie Jolie Môme à Saint Amand Roche Savine dans le Puy de Dôme ( 63 )

Théâtre, musique, cinéma, chansons, ateliers incongrus

<http://www.cie-joliemome.org>

Tous les Jeudi à 18h au Liberth'és avenue Wilson, réunion des amis de l'émission radio de Daniel Mermet **LÀ-BAS SI J'Y SUIS**. Discussions autour de sujets d'actualité...

En Octobre 2008 à Blois, **Les Rendez-Vous de l'HISTOIRE**, avec plein de belles surprises !

**LE PLAN B**, à lire et aussi à diffuser. Journal bimensuel critique des médias et enquêtes sociales, disponible chez tous les bons marchands de journaux et auprès des Egaux. Avec tout plein de pépites ! Si les marchands ne sont pas bons, aidons-les à s'améliorer en réclamant **LE PLAN B**, qui doit figurer en bonne place à l'étal : [www.leplanb.org](http://www.leplanb.org)

**CQFD**, ce qu'il faut dire, détruire, développer. Mensuel de critique sociale <http://cequifautdetruiere.org>

## L'ÉTAT POLICIER N'EST QU'UN PROGRAMME DE TRANSITION

Rappelons, en guise d'introduction, que la France compte 1 policier pour 250 habitants environ. Paris est l'une des villes au monde où le taux de fonctionnaires armés est le plus élevé : 1 pandore pour 110 habitants. Le paysage est ainsi constamment parsemé de 225 000 képis, policiers et gendarmes confondus. Mais il est vrai que l'on ne reconnaît pas un État policier au nombre de ses agents.

De la même manière, l'État policier ne se caractérise pas au nombre des exactions et des meurtres commis par des policiers. De 1977 à 2001, Maurice Rajsfus a comptabilisé 196 personnes tuées par la police.

Combien y en a-t-il eu de 2001 à 2008 ? Et combien

encore demain ? La question ne doit pas se poser sous une forme quantitative. On ne trouvera pas non plus ce qui caractérise l'époque dans laquelle nous vivons dans la vindicte policière. La seule vindicte policière ne caractérise en rien une époque.

Si les flics de l'An 40 ressemblent autant à nos casqués d'aujourd'hui ou aux chasseurs du 17 Octobre

1961, c'est qu'indéniablement, la même constance à exécuter les ordres, avec plus ou moins de zèle, les réunit.

Aujourd'hui, nous parlons d'État policier car les gouvernants mafieux de gauche et de droite ont laissé pour un temps la protection de leurs intérêts aux mains de la police. Cette chose ne peut être durable car sa forme en est insupportable.

Si l'équation politique de l'État policier n'est pas 'nombre de flics + nombre de morts + nombre de garde-à-vue' - 562 083 pour l'année 2007 -, l'équation de l'exaspération et de la révolte populaire tend à l'être.

Les gouvernants voient bien la menace que représente pour eux ces 225 000 policiers et gendarmes qui sillonnent les rues à longueur de journée : ils dégagent une telle animosité sur leur passage, ils créent tant de frus-

trations et de haine qu'ils deviennent le plus grand dénominateur commun de toutes celles et de tous ceux qui veulent en finir avec ce système politique. Clodos, musiciens, banlieusards, gauchistes,... bref tout un panel de personnes qu'aucun syndicat, parti politique ou religion n'auraient pu réunir derrière un objectif commun, sont en train de s'organiser pour résister à cet ordre policier.

225 000 flics, c'est 225 000 allumettes incandescentes qui, à tout moment, peuvent mettre le feu au baril de poudre sur lequel les politicards ont assis leur cul. Il n'y a qu'à voir d'où sont parties les émeutes des banlieues en 2005 et en 2007 : de flics assassins.

Aujourd'hui, si une personne est tuée par la police pendant ou en marge d'une manifestation, il est plus probable qu'une colère bien légitime explose dans les rues des

centre-villes. Cette fois proche, tout proche des mairies et des préfectures.

Tout comme la population de 1789 s'est armée contre les gueux qui les assiégeaient bien avant d'imaginer s'attaquer au pouvoir, la population d'aujourd'hui commence à s'équiper contre des g.... assermentés.

Qui peut dire à quoi serviront

dans quelques mois les armes et les 'organisations' incontrôlées qui voient le jour un peu partout en ce moment ?

Loin d'instaurer l'ordre nécessaire à l'économie de la politique mafieuse pour prospérer tranquillement, la police sème les graines d'une colère qui risque d'exploser à court terme.

Au fond, l'État policier n'est qu'un programme de transition vers quelque chose de bien plus terrible.



## POURQUOI JE ME SUIS FAIT LA MALLE !

Lettre ouverte numéro 1  
5 juillet 2008

"Agir en primitif  
et penser en stratège"  
René Char

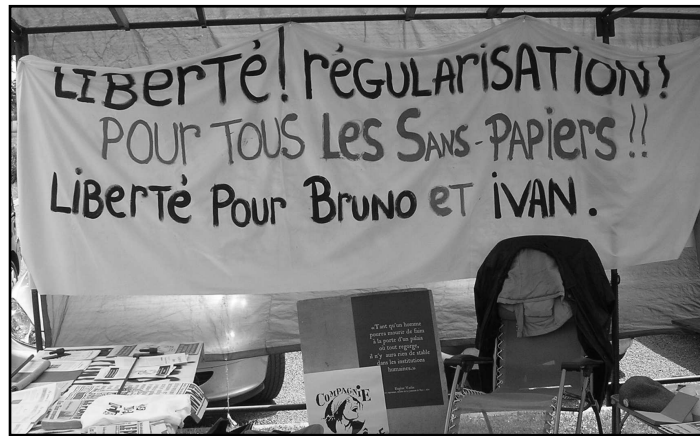
Salut à tout-e-s les camarades, amis, salut à toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont suivi nos histoires.

Je me suis fait arrêter en Janvier et après quatre mois et demi de prison et de lutte pour obtenir des conditions décentes de détention, me voilà dehors, en contrôle judiciaire depuis un mois. Le contrôle judiciaire, c'est une espèce de loi individuelle qui te dit ce que tu dois faire et ce qu'il t'est interdit de faire.

Moi, je ne devais pas sortir ni du territoire de Belfort, ni du département de la Haute-Saône où je réside chez mon père. Mes déplacements étaient théoriquement limités à la recherche et à l'exécution d'un travail ou alors pour les besoins de l'enquête. L'idée, c'est un contrôle social fort et une mise à disposition de son corps à la police et à la justice. Moi je devais par exemple aller chaque semaine montrer ma face à la gendarmerie locale et être 'suivi' deux fois par mois par un flic social de la pénitencière, sorte de relais local avec le juge d'instruction. En gros, les choses sont simples : tu te tiens à carreau, tu te trouves une

place et tu y restes, ou alors tu retournes en prison. Et t'as pas intérêt à déconner avec ça.

J'ai eu, pendant le mois où je suis resté en contrôle judiciaire, la désagréable sensation d'être en dehors tout espace de lutttes, d'assister à ma propre mort en tant que sujet politique. En acceptant leurs règles du jeu, c'est comme si je signalais ma propre soumission, ma reddition en tant que révolté, même si parfois nous pensons qu'il est possible de se dire 'je joue le jeu un moment et après je serais tranquille' ou alors 'je joue le jeu en



façade'.

Voilà, je me suis senti dépossédé du comment je choisis de me battre avec l'existant. Je me suis senti dépossédé du comment je lutte pour une transformation radicale des espaces où nous vivons, et contre la médiation capitaliste de nos vies.

Alors mon geste est le geste simple de ma révolte contre ce que l'on tente de m'imposer. Je ne possède rien sinon ma propre vie et je pouvais choisir entre me laisser broyer et annuler

tout ce que j'avais fait jusqu'alors ou bien me battre, ne pas accepter la situation qui nous est faite, prendre les espaces qui s'ouvrent à moi. Il me restait comme marge de manoeuvre que l'illégalité, la clandestinité et la fuite.

D'abord pour mettre un peu de distance entre les flics et moi. Ensuite pour oser vivre au présent, sans regrets.

Je sais que ce chemin est dur, que bien souvent, c'est la prison qui nous rattrape, que les griffes de la répression finissent par s'abattre sur celles et ceux qui luttent dans l'illégalité. Je

ce que nous voulons, et agir en conséquence. Nous partons des problèmes que nous avons et nous agissons sans attendre qu'un chef vienne nous dire s'il est d'accord ou pas.

Fuir aujourd'hui le contrôle judiciaire, c'est me replacer avec celles et ceux qui luttent, c'est affirmer que je ne suis pas un corps à gérer à qui on impose sa volonté. C'est dire que je n'en ai pas fini avec la critique de l'oppression, du pouvoir du capitalisme, que je n'en ai pas fini d'être un parmi des centaines et des milliers qui luttent dans les espaces qui sont les leurs contre la folie de notre époque. Je n'en ai pas fini de penser que c'est dans la lutte, cette réappropriation quotidienne de nos vies, que se trouve la liberté.

Je pense à toutes celles et ceux qui luttent dans la solidarité pour les camarades en prison. Une pensée particulière pour elles et eux, nos compagnons incarcérés, force, courage et détermination.

Pour toutes celles et ceux qui échangent la destruction de nos vies contre de l'argent, une position sociale ou je ne sais pas quoi, vous n'aurez de moi que l'expression de mon plus profond mépris, je souhaite ne jamais vous revoir.

Feu à toutes les prisons. Feu au capitalisme.

Depuis la clandestinité,

Bruno

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ

BP 30934 41009 Blois cedex

[www.lesamisdelegalite.org](http://www.lesamisdelegalite.org)

[lesamisdelegalite@free.fr](mailto:lesamisdelegalite@free.fr)